

(1)

(N° 252)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1923.

Proposition de loi relative à l'acquisition et à la possession d'immeubles
par des étrangers en Belgique.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Tout pays a un intérêt considérable à maintenir entre ses nationaux la propriété des biens meubles et plus particulièrement immeubles se trouvant sur son territoire. C'est un des meilleurs moyens d'associer les citoyens à la prospérité nationale et de leur infuser le désir d'accroître celle-ci, tout en maintenant la paix publique.

Il est incontestable que si des étrangers possédaient la majeure partie du territoire national, l'existence même de l'État pourrait être compromise. Or, des faits démontrent que, contrairement à ce qui se passait avant la guerre, la propriété immobilière dans notre pays a une tendance à glisser aux mains d'étrangers. La baisse de la valeur du franc belge a incité les ressortissants de pays à change favorisé à se livrer à des acquisitions en Belgique, et particulièrement à des acquisitions d'immeubles. Il en est résulté, de façon factice, une considérable augmentation de la valeur de ceux-ci. On peut dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que cette valeur a quadruplé depuis l'armistice, surtout dans nos grandes villes, et ce malgré les lois restreignant la hausse des loyers. Aussi, on ne peut douter qu'au jour où le régime spécial des loyers prendra fin et où l'on en reviendra au droit commun, la situation créée par les acquisitions à des prix exagérés apparaîtra avec toutes ses conséquences. Des incidents graves pourront en résulter.

Il y a donc lieu d'examiner ce problème et de rechercher les moyens susceptibles d'enrayer une hausse exagérée. Il faut aussi écarter cet autre grand danger de voir une part trop importante de propriété immobilière passer aux mains d'étrangers. Il faut donc limiter la puissance d'achat de ceux-ci, tout au moins dans le domaine immobilier, et plus particulièrement lorsqu'il apparaît que ces acquisitions sont faites, non dans un but d'établissement dans le pays, mais bien dans un but de spéculation.

Le problème doit être examiné aussi du point de vue de la Défense Nationale. Il peut y avoir grand intérêt pour celle-ci à écarter les étrangers de la propriété de certains terrains. Des incidents, qui marquèrent la première période de la guerre, l'ont démontré à toute évidence.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que si aucun texte de notre législation ne consacre expressément, au profit des étrangers, le droit d'acquérir ou de posséder des immeubles en Belgique, aucun texte ne les exclut de la jouissance de ce droit reconnu à tous les citoyens.

Un grand nombre d'États étrangers ont, au contraire, pris des mesures restreignant le droit de propriété pour l'étranger, ou le subordonnant à des autorisations, le plus souvent temporaires. Des raisons d'intérêt politique ou de sécurité nationale ont inspiré ces mesures. Des soucis d'ordre militaire ont été aussi des causes déterminantes d'interdiction de toute acquisition, ou cession de propriété au profit d'étrangers, de propriétés sises dans certains rayons d'opérations militaires ou d'ouvrages défensifs.

Parmi les États, dont les législations consacrent des interdictions ou des restrictions générales ou partielles, ou tout au moins des réserves, on peut citer l'Allemagne, la Roumanie, la Russie, la Suède, la Turquie, les États-Unis, le Japon et le Mexique ⁽¹⁾. Le Parlement français a de même voté une loi de ce genre le 6 novembre 1922.

Voici un rapide exposé des restrictions appliquées dans ces différents pays :

Allemagne. — Le Code civil allemand stipule, par son article 88, qu'il n'est pas dérogé aux prescriptions des lois des États qui font dépendre l'acquisition d'immeubles par des étrangers d'une autorisation gouvernementale.

L'article 4 de la loi wurtembourgeoise du 26 juin 1876, contient des dispositions de ce genre. Il en est de même de la législation de l'État de Hambourg, dont un jugement du tribunal régional de Hambourg, du 6 octobre 1900 ⁽²⁾, a fait une application.

Roumanie. — L'article 7, paragraphe 5, de la Constitution roumaine de 1879, dispose :

« Les Roumains seuls, ou les naturalisés Roumains, peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie ».

Cette disposition a été dictée par un antagonisme de races et des préoccupations d'ordre économique. On redoutait l'accaparement des terres par les israélites.

Russie. — Un ukase du 14 mars 1887, applicable aux gouvernements des dix provinces du royaume de Pologne, interdisait aux étrangers de toutes nationalités d'acquérir et de posséder des terres et des immeubles en dehors des

(1) Projet de loi relatif à la possession d'immeubles en France par des étrangers. Doc. parl. n° 247, session de 1920.

(2) *Journal de droit international privé*, 1909, p. 147.

ports et villes. Des prohibitions analogues existaient dans divers gouvernements et, notamment, dans celui du Caucase, en vertu de l'ukase du 19 mai 1898.

Suède. — Une loi du 30 mai 1916, interdit aux étrangers et aux sociétés étrangères, d'acquérir un immeuble, d'exploiter une mine ou d'acquérir des concessions minières, sans une autorisation spéciale du roi.

Turquie. — La loi ottomane du 18 juillet 1867 pose le principe de l'admission des étrangers à la propriété immobilière rurale ou urbaine dans l'empire ottoman, mais fait une exception pour la province du Hedjaz renfermant les villes saintes.

Etats-Unis. — Le droit commun ne permet pas à l'étranger d'acquérir sur un immeuble un titre de propriété opposable à l'État. Ce titre, quel qu'il soit, peut toujours être annulé à la requête du fisc. Mais des lois fédérales et des lois d'État ont apporté partout, excepté dans l'État de Vermont, des restrictions à ce principe. Dans certains États, les étrangers sont entièrement assimilés aux citoyens. Dans d'autres, seuls les étrangers domiciliés dans le pays bénéficient de cette assimilation, le droit commun restant applicable aux étrangers établis ailleurs. Dans une troisième catégorie d'États, les étrangers disposent de certains délais pour l'aliénation des biens fonciers dont ils deviennent propriétaires. Dans certains districts, il est interdit aux citoyens d'acquérir de la propriété foncière autrement que par droit de succession, sans que cette disposition puisse s'appliquer aux nationaux de pays qui, par traité passé avec les États-Unis, garantissent la libre acquisition d'immeubles aux citoyens américains.

Japon. — L'interdiction d'acquérir ou de posséder des terres et des immeubles est absolue pour les étrangers. Ils ne peuvent que les louer et passer des baux emphytéotiques.

Mexique. — Une loi du 1^{er} février 1856 porte interdiction pour les étrangers d'acquérir et de posséder, sans autorisation du Gouvernement, des immeubles dans un rayon de vingt lieues des frontières terrestres et de cinq lieues des frontières maritimes.

France. — Une proposition de loi, déposée en décembre 1893, tendait à interdire aux étrangers d'acquérir en France, en Algérie et dans toutes les colonies, dans le rayon des places de guerre, postes militaires et ports de mer.

Une autre proposition, déposée en 1894, aurait permis au Gouvernement d'exproprier les immeubles acquis par des étrangers en France, en Algérie et les colonies.

M. A. Millerand, alors président du conseil, déposait, le 27 janvier 1920, un projet de loi tendant à soumettre à l'autorisation gouvernementale, l'acquisition ou la conservation par les étrangers ou les personnes morales étrangères de propriété ou d'usufruit d'immeuble, et même la conclusion d'un bail de plus de dix-huit années, dans les départements frontières terrestres.

C'est ce projet de loi qui, modifié en Commission, fut voté par la Chambre des députés le 6 novembre 1922.

La légitimité de pareilles législations ne saurait faire l'ombre d'un doute. L'État, dans sa pleine indépendance et dans le libre exercice de sa souveraineté, peut édicter toutes les mesures qu'il juge nécessaires à sa conservation, et l'interdiction de l'acquisition et de la possession d'immeubles par des étrangers est susceptible, dans bien des cas, de revêtir ce caractère.

Dans les circonstances actuelles, cette mesure a, de plus, un caractère de protection envers nos nationaux, empêchés d'acquérir une propriété dans le pays, à raison de la dévalorisation de notre monnaie et du privilège énorme qui en résulte pour l'étranger.

Aussi, avons-nous cru pouvoir emprunter à la législation française ses principales dispositions pour formuler, à notre tour, à l'intention de la Belgique, une proposition de loi de sauvegarde.

VICTOR ERNEST.

(N° 252)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 APRIL 1923.

**Wetsvoorstel op de verkrijging en het bezit van onroerende goederen
door vreemdelingen in België.**

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Elk land heeft er groot belang bij, den eigendom der roerende en inzonderheid der onroerende goederen, die zich op zijn grondgebied bevinden, voor zijne landgenooten te behouden. Het is een der beste middelen om de burgers in 's Lands welvaart te doen deelnemen, ze aan te sporen om deze te vermeerderen en tevens den vrede in het land te handhaven.

Mocht het aanzienlijkste deel van 's Lands grondgebied in het bezit zijn van vreemdelingen, dan kon onbetwistbaar het bestaan zelf van den Staat in gevaar worden gebracht. Nu, het blijkt uit feiten dat, in strijd met wat vóór den oorlog gebeurde, de onroerende eigendom in België in de handen van vreemdelingen schijnt over te gaan. De waardedaling van den Belgischen frank heeft de ingezetenen van landen met gunstigen wisselkoers aangespoord om aankopen te doen in België, inzonderheid aankopen van onroerende goederen. Deze zijn daardoor op kunstmatige, doch aanzienlijke wijze gestegen. Zonder vrees van overdrijving mag men zeggen, dat deze waarde, sedert den wapenstilstand, verviervoudigd is, vooral in onze groote steden, en wel niettegenstaande de beperkende huishuurwetten.

Ook kan men er niet aan twijfelen dat, wanneer de bijzondere huurregeling een einde nemen zal en men terugkeert tot het gemeene recht, de toestand, welke voortspruit uit den aankoop tegen overdreven prijzen, met al zijne gevolgen in het licht zal worden gesteld, en deze gevolgen kunnen erg zijn.

Men dient dus dit vraagstuk te onderzoeken en de middelen na te sporen om eene overdreven stijging te verhinderen. Eveneens dient dit ander groot gevaar te worden geweerd, namelijk dat een te aanzienlijk deel van onze onroerende goederen in de handen van vreemdelingen zou overgaan. Men moet dus hunne aankoopkracht beperken, ten minste wanneer het onroerende goederen geldt, en vooral wanneer het blijkt dat de aankoop wordt gedaan niet om zich in het land te vestigen, maar om te speculeeren.

Ook ten opzichte van 's Lands verdediging moet het vraagstuk in overweging worden genomen. In dit opzicht kan er groot belang bij zijn, de vreemdelingen van den eigendom van sommige gronden af te weren. Dit is uit sommige gevallen tijdens de eerste oorlogsdagen klaar gebleken.

Niettemin moet men opmerken dat, zoo het aankoop- of bezitrecht van onroerende goederen in België voor de vreemdelingen door geen wetstekst wordt gehuldigd, anderzijds ook geen tekst ze buiten dit recht sluit, dat aan alle burgers wordt toegekend.

Tal van Staten hebben, integendeel, maatregelen genomen om dit eigendomsrecht voor de vreemdelingen te beperken of om het afhankelijk te stellen van machtigingen die meestal slechts tijdelijk zijn. Deze maatregelen zijn gegrond op het politiek belang of op het nationale veiligheid. Ook bekommelingen van militairen aard gaven den doorslag tot het verbod van den aankoop door vreemdelingen of de afstanddoening te hunnen voordeele van eigendommen gelegen in het gebied van sommige militaire verrichtingen of van verdedigingswerken.

Onder de Staten, waarvan de wetgeving verbod of algemeene of gedeeltelijke beperkingen huldigt, of ten minste voorbehoud maakt, vermelden wij Duitschland, Roemenië, Rusland, Zweden, Turkije, de Vereenigde Staten, Japan en Mexico ⁽¹⁾. Het Fransch Parlement heeft insgelijks eene wet in dien aard goedgekeurd den 6ⁿ November 1922.

Hier laten wij eene korte uiteenzetting volgen van de beperkingen welke in deze onderscheidene landen worden toegepast :

Duitschland. — Het Duitsch Burgerlijk Wetboek bepaalt, bij artikel 88, dat niet wordt afgeweken van de wetsbepalingen der Staten, die de verkrijging van onroerende goederen door vreemdelingen afhankelijk maken van eene toelating der Regeering.

Artikel 4 der Wurtembergsche wet van 26 Juni 1876 bevat soortgelijke bepalingen; hetzelfde geldt in de Vrijstad Hamburg, waar een vonnis der gewestelijke rechtbank van 6 October 1900 ⁽²⁾ de wet door de toepassing bekrachtigt.

Roemenië. — Artikel 7, § 5, der Roemeensche Grondwet van 1879 luidt :

« Alleen de Roemenen of zij die Roemeen zijn genaturaliseerd, kunnen landelijke onroerende goederen aanwerven in Roemenië ».

Deze bepaling vloede voort uit de tegenstrijdigheid die er bestaat tusschen de rassen en de economische standpunten. Men vreesde dat de joden de gronden zouden opgekocht hebben.

Rusland. — Eene oekase van 14 Maart 1887, toepasselijk op de gouvernementen der tien provinciën van Polen, ontzegde aan de vreemdelingen van alle

⁽¹⁾ « *Projet de loi relatif à la possession d'immeubles en France par des étrangers* ». (Wetsontwerp betreffende het bezit van onroerende goederen in Frankrijk door vreemdelingen.) *Doc. parl.*, n^o 247, zittingsjaar 1922.

⁽²⁾ *Journal de droit international privé*, 1909, bl. 147.

nationaliteiten het recht, gronden of onroerende goederen aan te koopen of te bezitten buiten de havens en steden. Een dergelijk verbod bestond reeds voor verschillende andere gouvernementen, namelijk in de provincie van den Kaukasus, krachtens de oekase van 29 Mei 1898.

Zweden. — De wet van 30 Mei 1916 ontzegt aan de vreemdelingen en de vreemde vennootschappen het recht, een onroerend goed aan te koopen, éene mijn te exploiteeren, mijnvergunningen te verwerven, tenzij met bijzondere machtiging van den Koning.

Turkije. — De Ottomaansche wet van 18 Juli 1867 huldigt het beginsel, dat de vreemdelingen toegelaten zijn, onroerende goederen te lande of in de steden te bezitten in het Ottomaansche Rijk; zij maakt echter uitzondering voor de provincie van den Hedjaz, waarin de heilige plaatsen gelegen zijn.

Vereenigde Staten. — Het gemeene recht laat aan vreemdelingen niet toe, over een onroerend goed eenig recht van eigendom te verwerven dat aan den Staat kan tegengesteld worden. Deze titel, wat hij ook weze, kan altijd nietig verklaard worden op verzoek van den fiscus.

Bondswetten en Staatswetten hebben echter overal, behalve in den Staat Vermont, beperkingen aan dit beginsel gebracht. In sommige Staten zijn de vreemdelingen heelemaal op gelijken voet gesteld met de burgers. In andere Staten genieten enkel de in het land wonende vreemdelingen van die gelijkstelling, terwijl het gemeene recht toepasselijk blijft op de elders gevestigde vreemdelingen. In eene derde categorie van Staten worden aan de vreemdelingen zekere termijnen toegestaan tot het vervreemden van de onroerende goederen waarvan zij eigenaar zijn. In sommige districten is het aan ingezetenen verboden, grondbezit te verwerven tenzij door successierecht, zonder dat deze bepaling mag toegepast worden op de onderhoorigen van landen die, bij verdrag gesloten met de Vereenigde Staten, de vrije aanwerving van onroerende goederen voor de Amerikaansche burgers waarborgen.

Japan. — Het is aan de vreemdelingen volstrekt verboden, gronden en onroerende goederen aan te koopen of te bezitten. Zij kunnen deze enkel huren en contracten in erfpacht sluiten.

Mexico. — De wet van 1 Februari 1856 verbiedt aan de vreemdelingen, onroerende goederen aan te koopen of te bezitten, zonder bijzondere toelating van de Regeering, binnen een gebied van twintig mijlen langs de landgrenzen en van vijf mijlen langs de zee grenzen.

Frankrijk. — Een wetsvoorstel, in December 1893 ingediend, strekte er toe, aan de vreemdelingen te verbieden, in Frankrijk, in Algerië en in al de Koloniën, binnen den kring der oorlogsterkten, militaire posten en zeehavens, goederen aan te werven.

Een ander voorstel, in 1894 ingediend, zou de Regeering gemachtigd hebben, de door vreemdelingen in Frankrijk, in Algerië en in de Koloniën aangeworven goederen te onteigenen.

De heer Millerand, toenmalige Voorzitter van den Raad, diende op 27 Januari 1920 een wetsontwerp in, strekkende om de aanwerving of het behoud, door de vreemdelingen of de vreemde rechtspersonen, van eigendommen of het vruchtgebruik van onroerende goederen en zelfs het sluiten eener huur-overeenkomst van meer dan achttien jaar, in de departementen van het landelijk grensgebied, aan de machtiging der Regeering te onderwerpen.

Dit wetsontwerp, gewijzigd door de Commissie, werd door de Kamer der Afgevaardigden op 6 November 1922 aangenomen.

De wettigheid van dergelijke wetgeving kan niet betwijfeld worden. In zijne volle onafhankelijkheid en in de vrije uitoefening van zijne souvereiniteit, kan de Staat al de maatregelen voorschrijven, die hij noodig acht voor zijn behoud, en het verbod, voor vreemdelingen, onroerende goederen aan te werven en te bezitten, is, in menige geval, van aard om die eigenschap te bezitten.

In de huidige omstandigheden bezit deze maatregel daarenboven een karakter van bescherming jegens onze landgenooten die belet zijn een eigendom aan te werven in het land, wegens de valutavermindering van onze munt en wegens het overgroote voorrecht dat daaruit voor den vreemdeling voortvloeit.

Ook dachten wij het geraadzaam, aan de Fransche wetgeving hare voor- naamste bepalingen te ontleenen ten einde, op onze beurt, een vrijwarings- voorstel voor België te bewerken.

VICTOR ERNEST.

ANNEXE AU N° 252.**Proposition de loi relative à l'acquisition et à la possession d'immeubles en Belgique par des étrangers.****ARTICLE PREMIER.**

Les étrangers ne peuvent acquérir dans les mêmes conditions que les Belges des immeubles ou tous les droits réels qui s'y rattachent à titre gratuit ou onéreux, qu'en se conformant aux prescriptions de la présente loi.

ART. 2.

Pour acquérir la propriété ou l'usufruit d'un immeuble ou pour conclure un bail de plus de neuf années, les étrangers et les personnes morales étrangères doivent avoir obtenu préalablement l'autorisation du Ministre de l'Intérieur.

L'autorisation ne pourra être accordée aux étrangers auxquels le permis de séjour aura été refusé.

ART. 3.

Sont soumises à la même obligation les sociétés civiles et commerciales étrangères.

Seules en sont dispensées les sociétés régies par les lois belges, ayant leur siège social en Belgique et dont le président du Conseil d'administration, les administrateurs-délégués, les gérants, les directeurs ayant la signature sociale,

BIJLAGE VAN N° 252.**Wetsvoorstel op de verkrijging en het bezit van onroerende goederen door vreemdelingen in België.****EERSTE ARTIKEL.**

De vreemdelingen kunnen, alleen met inachtneming van de voorschriften dezer wet, onroerende goederen of al de daaraan ten kosteloozen of ten bezwarenden titel verbonden zakelijke rechten verkrijgen op dezelfde wijzen als de Belgen.

ART. 2.

Om den eigendom of het vruchtgebruik van een onroerend goed te verkrijgen of eene huurovereenkomst voor meer dan negen jaren te sluiten, moeten de vreemdelingen en de vreemde rechtspersonen vooraf de machtiging van den Minister van Binnenlandsche Zaken bekomen.

De machtiging kan niet worden verleend aan de vreemdelingen, aan wie het verblijf in België werd ontzegd.

ART. 3.

Aan dezelfde verplichting zijn onderworpen de vreemde burgerlijke en handelsmaatschappijen.

Daarvan zijn vrijgesteld alleen de maatschappijen die door de Belgische wetten zijn beheerscht, hunnen maatschappelijken zetel in België hebben en waarvan de voorzitter van den beheerraad, de afgevaardigde beheerders, de

et plus de la moitié des administrateurs sont de nationalité belge.

ART. 4.

Toutes les fois qu'un droit de propriété, d'usufruit immobilier ou un bail de plus de neuf années échoit à un titre quelconque à un étranger, celui-ci, à moins qu'il n'ait antérieurement obtenu ou demandé l'autorisation exigée, est tenu de la solliciter, dans le délai de deux mois à partir de la date où le bien est entré dans son patrimoine.

Il sera statué sur les demandes dans un délai de deux mois.

ART. 5.

En cas de perte ou de déchéance de la nationalité belge, l'intéressé est tenu, dans un délai de trois mois à partir du jour où il a cessé d'être belge, de solliciter l'autorisation requise en vue de pouvoir conserver le bénéfice des droits qui lui appartenaient antérieurement et qui entreraient dans l'une des catégories susindiquées.

ART. 6.

L'arrêté d'autorisation, qu'il soit antérieur ou postérieur au moment de l'acquisition, doit spécifier les immeubles et les droits auxquels il s'applique.

ART. 7.

Lorsque l'autorisation est refusée, ou lorsque le délai imparti à l'étranger

zaakgelastigden, de bestuurders belast met de maatschappelijke leiding en meer dan de helft der beheerders tot de Belgische nationaliteit behooren.

ART. 4.

Telkens als een recht van eigendom, van vruchtgebruik van een onroerend goed of eene huur voor meer dan negen jaren om welken titel ook ten deel valt aan een vreemdeling, is hij gehouden, tenzij hij de vereischte machtiging vooraf heeft bekomen of aangevraagd, deze aan te vragen binnen twee maanden vanaf den datum, waarop het goed in zijn bezit is gekomen.

Over de aanvragen wordt uitspraak gedaan binnen een termijn van twee maanden.

ART. 5.

Bij verlies of verval van de Belgische nationaliteit is de gerechtigde gehouden, binnen een termijn van drie maanden vanaf den dag waarop hij ophield Belg te zijn, de vereischte machtiging aan te vragen tot het behoud der rechten die hem vroeger toebehoorden en tot eene van bovengemelde categorieën mochten behooren.

ART. 6.

In het besluit tot machtiging, het moge aan de verkrijging voorafgaan of daarop volgen, moeten de onroerende goederen, alsmede de rechten, waarop het van toepassing is, omschreven worden.

ART. 7.

Wordt de machtiging geweigerd, of is de termijn, aan den vreemdeling toe-

s'est écoulé sans qu'elle ait été sollicitée, l'étranger est mis en demeure d'avoir à effectuer l'aliénation du droit réel qui lui appartient.

Le bail dont la période dépasse neuf années est réduit de plein droit à cette durée.

ART. 8.

La même injonction doit être adressée à tout étranger qui est l'objet d'un arrêté d'expulsion, ou auquel le permis de séjour a été retiré, s'il se trouve dans l'un des cas prévus par la présente loi. Si l'autorisation exigée par la présente loi a été antérieurement accordée, cette autorisation est rapportée.

ART. 9.

Lorsqu'il n'aura pas été satisfait aux injonctions de l'administration dans les délais impartis, à moins que, dans l'intervalle, l'autorisation exigée ou les délais supplémentaires n'aient été accordés, il sera procédé ainsi qu'il suit : le droit immobilier est vendu après jugement, dans les formes prévues par le Code de procédure civile pour la vente des biens de mineurs, par les soins de l'Administration des Domaines au profit des ayants droit.

ART. 10.

Tous les actes portant transmission de propriété immobilière, d'usufruit et les baux de plus de neuf ans devront mentionner, outre les indications exigées par les lois antérieures, la nationalité d'origine de l'acquéreur et, au cas où celui-ci a acquis une autre nationa-

gestaan, verloopen zonder dat zij werd aangevraagd, dan wordt de vreemdeling in mora gesteld, het hem toebehoorend zakelijk recht te vervreemden.

De huur, waarvan de duur negen jaar overschrijdt, wordt van rechtswege tot dezen laatsten termijn verminderd.

ART. 8.

Dezelfde aanmaning wordt gericht tot elken vreemdeling, tegen wien een bevel tot uitdrijving is uitgevaardigd of wien de toelating tot verblijf werd onttrokken, indien hij zich in een der bij deze wet voorziene gevallen bevindt. Werd de bij deze wet vereischte machtiging vroeger verleend, dan wordt zij ingetrokken.

ART. 9.

Werd, binnen de toegestane termijnen, geen gevolg gegeven aan de aanmaningen van het bestuur, tenzij intusschen de vereischte machtiging ofwel verdere termijnen werden verleend, dan wordt er gehandeld als volgt : het onroerend recht wordt na vonnis, op de wijzen voorzien door het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering voor den verkoop van goederen toebehoorende aan minderjarigen, door het Bestuur der Domeinen verkocht.

ART. 10.

In al de akten houdende overdracht van onroerenden eigendom, van vruchtgebruik, alsmede in de huurovereenkomsten voor meer dan negen jaren, moeten, benevens de aanwijzingen door de vroegere wetten vereischt, vermeld worden de nationaliteit van herkomst

lité, le mode et la date de l'acquisition de celle-ci.

Dans le cas où l'acquéreur ou le preneur a la nationalité étrangère, les actes devront mentionner, en outre, l'arrêté d'autorisation.

Lorsque l'acquéreur sera une société, l'acte devra mentionner son siège social, les noms et la nationalité des personnes énumérées à l'article 3 de la présente loi, ainsi que la proportion de ses capitaux détenus par des Belges.

Les actes ne seront transcrits que s'ils portent ces diverses mentions.

ART. 11.

Les dispositions à titre gratuit, entre vifs ou par testament, faites au profit des États étrangers et des établissements publics étrangers, sont soumises à l'autorisation prévue à l'article 910 du Code civil.

ART. 12.

La présente loi ne recevra pas exécution ou cessera ses effets vis-à-vis des nationaux dont le pays d'origine aura contracté avec la Belgique un accord stipulant les mêmes avantages au profit des Belges.

Dispositions transitoires.

ART. 13.

Les étrangers actuellement propriétaires, usufruitiers d'immeubles ou preneurs par bail ayant plus de neuf années

van den verkrijger en, heeft deze eene andere nationaliteit verworven, de wijze en de datum, waarop hij deze verworven heeft.

Ingeval de verkrijger of de huurder tot eene vreemde nationaliteit behoort, moeten de akten bovendien het besluit tot machtiging vermelden.

Is de verkrijger eene maatschappij, dan moet de akte melding maken van haren maatschappelijken zetel, van de namen en de nationaliteit der personen opgesomd in artikel 3 dezer wet, alsmede van de hoegrootheid der kapitalen welke Belgen daarin bezitten.

De akten worden alleen dan overgeschreven, wanneer deze onderscheidene vermeldingen daarin voorkomen.

ART. 11.

Voor de beschikkingen ten kosteloos titel, onder levenden of bij testament, ten bate van vreemde Staten of van vreemde openbare instellingen, wordt vereischt de machtiging voorzien bij artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 12.

Deze wet wordt niet ten uitvoer gelegd of houdt op van kracht te zijn ten opzichte van landgenooten, wier land van herkomst met België eene overeenkomst heeft gesloten, waarbij dezelfde voordeelen aan de Belgen worden toegekend.

Overgangsbepalingen.

ART. 13.

De vreemdelingen, die thans eigenaar, vruchtgebruiker van onroerende goederen zijn ofwel huurder bij huur-

à courir, sont tenus de se conformer aux prescriptions de la présente loi dans un délai de six mois, à compter de sa promulgation.

L'administration aura un délai de six mois pour statuer sur leurs demandes.

Toutefois, ces délais pourront être prorogés pour une durée égale par arrêté royal.

Si l'autorisation est refusée, ou lorsque le délai imparti à l'étranger s'est écoulé sans qu'elle ait été sollicitée, il est procédé ainsi qu'il est dit aux articles 7 et 9.

overeenkomst voor meer dan negen jaar, zijn gehouden, zich naar de bepalingen dezer wet te gedragen binnen een termijn van zes maanden vanaf hare afkondiging.

Het Bestuur beschikt over een termijn van zes maanden om over hunne aanvragen uitspraak te doen.

Deze termijnen kunnen echter met een gelijken duur bij Koninklijk besluit worden verlengd.

Wordt de machtiging geweigerd, of is de aan den vreemdeling verleende termijn verlopen zonder dat de machtiging werd aangevraagd, dan wordt er gehandeld zooals is bepaald bij de artikelen 7 en 9.

VICTOR ERNEST.

L. MEYSMANS.

L. PÉPIN.

MAX HALLET.

CH. DE JAEGHER.

JENNISSEN.
